

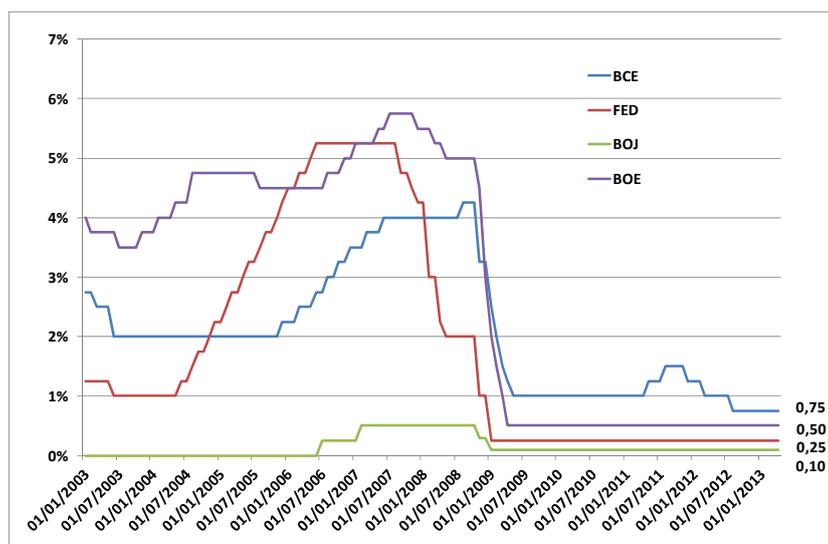
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 4 avril 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation mesurés par l'IPCH ont continué de diminuer, comme prévu (...). Les anticipations d'inflation pour la zone euro continuent d'être solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir des taux d'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Dans le même temps, la faiblesse de l'activité économique s'est prolongée sur les premiers mois de l'année et une reprise graduelle devrait intervenir au second semestre, sous réserve de risques à la baisse (...). Nous suivons également attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de notre politique monétaire et sa transmission à l'économie. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, nous maintiendrons les procédures d'appels d'offres à taux fixe avec allocation intégrale aussi longtemps que nécessaire ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à réduire la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro et de renforcer la capacité de résistance des banques quand cela s'avère nécessaire (...). Nous devons insister sur le fait que le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et un mécanisme de résolution unique (MRU) sont des éléments capitaux dans le processus de réintégration du système bancaire et que pour cette raison ils doivent être mis en place rapidement ».

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Nouvelle augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 187 700 fin février 2013, en hausse de 0,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+18 400 personnes). Sur un an, il progresse de 10,8 %.

Nouveau record du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'élève à 12,0 % en février 2013 après 11,9 % en janvier 2013. Il était de 10,8 % en janvier 2012. Les taux de chômage les plus faibles parmi les Etats membres ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,4 %) au Luxembourg (5,5 %) et aux Pays-Bas (6,2 %) et les plus élevés au Portugal (17,5 %), en Espagne (26,3 %) et en Grèce (26,4 % en décembre 2012).

Inflation

Hausse des prix en France au mois de février

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France a progressé de 0,3 % en février 2013 et de 0,9 % sur un an. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,6 % en glissement annuel. La hausse des prix du mois de février tient à la hausse saisonnière des prix de certains services à laquelle vient s'ajouter celle des prix des produits pétroliers.

Poursuite du ralentissement de la hausse des prix dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,7 % en mars 2013 par Eurostat, en baisse de 0,1 point par rapport à février. Les prix de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac progresseraient le plus fortement suivis par ceux des services, de l'énergie et des biens industriels (hors énergie).

Asie/Pacifique

Assouplissement de la politique monétaire du Japon

M. Kuroda a pris le 20 mars 2013 ses fonctions de gouverneur de la Banque centrale du Japon (BoJ). Il a défini lors du conseil de politique monétaire (CPM) des 3 et 4 avril le nouveau cadre de politique monétaire, intitulé « assouplissement quantitatif et qualitatif », qui comporte notamment la fixation d'un horizon de deux ans environ pour atteindre la cible d'inflation de 2 %, ainsi que le ciblage de la taille de la base monétaire plutôt que celui du taux d'intérêt au jour-le-jour. La BOJ vise ainsi, d'ici deux ans, un doublement de la base monétaire.

Hausse des indices PMI des services et manufacturier en Chine

La croissance du secteur des services a été soutenue en mars en lien avec le dynamisme du bâtiment. L'indice HSBC du secteur tertiaire a ainsi atteint son plus haut depuis six mois à 54,3 contre 52,1 en février. En mars, l'indice PMI des directeurs d'achat HSBC, qui mesure la production manufacturière, ressort à la hausse, s'établissant à 51,6 (après 50,4 en février). Cette progression s'explique principalement par le rebond de la demande intérieure qui a soutenu l'activité en mars et indiquerait que cette année la reprise proviendrait de l'intérieur. Ainsi, les nouvelles commandes à l'exportation ont très peu progressé, cette composante de l'indice se maintenant à peine au dessus de la barre des 50.

Actualités législatives

1 – Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

Après l'Assemblée nationale en février (voir lettre mensuelle de mars 2013), le Sénat a modifié et adopté, en première lecture le 22 mars dernier, le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Dans les prochaines semaines, l'assemblée nationale examinera, en deuxième lecture, le texte proposé par le Sénat.

<http://www.senat.fr/petite-loi-ameli/2012-2013/423.html>

2 - Décret n° 2013-232 du 20 mars 2013 relatif aux paiements effectués ou reçus par un notaire pour le compte des parties à un acte reçu en la forme authentique et donnant lieu à publicité foncière.

Ce décret fixe le seuil à partir duquel les paiements effectués ou reçus par un notaire pour le compte des parties à un acte reçu en la forme authentique et donnant lieu à publicité foncière devront être assurés par virement. Ce seuil est fixé à 10 000 euros à compter du 1^{er} avril 2013 et jusqu'au 31 décembre 2014, puis à 3 000 euros à compter du 1^{er} janvier 2015. Il définit également des modalités d'exécution du virement. Le texte est entré en vigueur le 1^{er} avril 2013. Ce décret pris pour l'application de l'article L. 112-6-1 du code monétaire et financier vise à encourager le recours au virement dans les transactions immobilières en vue de la modernisation des moyens de paiement et de leur traçabilité pour les besoins de la lutte anti-blanchiment.

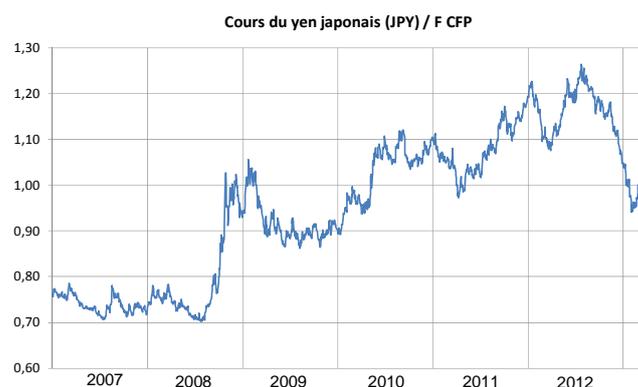
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027199882&dateTexte=&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

Assouplissement de la politique monétaire du Japon

M. Kuroda a pris le 20 mars 2013 ses fonctions de gouverneur de la Banque centrale du Japon (BoJ). Il a défini lors du conseil de politique monétaire (CPM) des 3 et 4 avril le nouveau cadre de politique monétaire, intitulé « Assouplissement quantitatif et qualitatif », qui comporte notamment la fixation d'un horizon de deux ans environ pour atteindre la cible d'inflation de 2 %, ainsi que le ciblage de la taille de la base monétaire plutôt que celui du taux d'intérêt au jour-le-jour.

La BOJ vise ainsi, d'ici deux ans, un doublement de la base monétaire.



Hausse des indices PMI des services et manufacturier en Chine

La croissance du secteur des services a été soutenue en mars en lien avec le dynamisme du bâtiment. L'indice HSBC du secteur tertiaire a ainsi atteint son plus haut depuis six mois à 54,3 contre 52,1 en février. En mars, l'indice PMI des directeurs d'achat HSBC, qui mesure la production manufacturière, ressort à la hausse, s'établissant à 51,6 (après 50,4 en février). Cette progression s'explique principalement par le rebond de la demande intérieure qui a soutenu l'activité en mars et indiquerait que cette année la reprise proviendrait de l'intérieur. Ainsi, les nouvelles commandes à l'exportation ont très peu progressé, cette composante de l'indice se maintenant à peine au dessus de la barre des 50.



Australie : réduction du déficit de la balance commerciale

Le déficit de la balance australienne des biens et services a fortement diminué en février pour atteindre 178 millions de dollars australiens, après 1,2 milliard en janvier. Alors que les importations reculent de 1 %, les exportations ont augmenté de 3 %, soutenues notamment par le secteur métallurgique et malgré les difficultés d'expéditions de marchandises dues aux mauvaises conditions climatiques.

La Banque centrale australienne (RBA) a maintenu son taux directeur à 3 %, le 2 avril, malgré l'appréciation de sa devise.



Nouvelle-Zélande : une croissance de 2,5 % en 2012

Le taux de croissance annuel atteint 2,5 % en 2012, après +1,4 % en 2011. La croissance a été portée notamment par les industries du secteur primaire (+9,4 %) et par la construction (+6,1 %). Les exportations ont augmenté plus fortement que les importations (respectivement +2,1 % et +1,4 %).

La Banque Centrale a décidé, le 14 mars, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Premier sommet de l'Énergie du Pacifique

Le Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et le Haut-commissaire se sont rendus en Nouvelle-Zélande, du 24 au 28 mars, pour assister au premier sommet de l'Énergie du Pacifique. Cette manifestation a regroupé 22 pays ainsi que des grands acteurs du développement (UE, Banque asiatique de développement et Banque mondiale). A cette occasion, le Président du gouvernement a présenté la politique énergétique du territoire et annoncé une opération de soutien au développement des énergies renouvelables aux Îles Cook, en partenariat avec la Nouvelle-Zélande.

Consultations bilatérales entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie

La deuxième consultation bilatérale entre l'Australie et la Nouvelle-Calédonie a eu lieu à Canberra le 8 mars. Plusieurs thématiques de coopération ont été abordées, en particulier l'éducation avec le développement de la coopération universitaire et la définition d'un cadre permettant l'octroi de visas adaptés aux étudiants calédoniens. Dans le domaine de la santé, la Nouvelle-Calédonie a sollicité l'appui de l'État Fédéral australien pour un accès plus aisé aux hôpitaux publics de Nouvelle-Galles-du-Sud aux Calédoniens. Concernant les liens économiques, la Nouvelle-Calédonie a répondu au souhait de l'Australie de voir les échanges commerciaux croître avec l'annonce de la création prochaine d'une entité chargée de l'élaboration d'une stratégie de commerce extérieur en Nouvelle-Calédonie. Les deux partenaires ont convenu d'accroître leurs échanges et ont évoqué la possibilité de définir une coopération fiscale globale dès 2014.

Inauguration de l'aéroport international Nouméa-La Tontouta

L'aéroport, dont la construction a impliqué 50 entreprises locales, a été inauguré le 19 mars après 5 ans de travaux, soit 2 ans de retard sur la date prévue initialement et un surcoût de 2 milliards de F CFP (le montant total des travaux s'élèverait à 12 milliards de F CFP). Au cours des derniers mois, 12 banques d'enregistrement supplémentaires ont été mises en service, un second tapis de livraison des bagages a été installé et de nouveaux espaces de restauration en zone publique et sous-douane ont vu le jour.

Avis du Conseil Economique et Social (CES)

Le CES a étudié deux projets de loi de pays concernant les zones de concentration et la concurrence. Le Conseil a donné, le 7 mars, un avis positif sur ces deux textes mais préconise de les réunir en un seul. Les contrôles seraient assurés par une Autorité de la concurrence locale. Le CES s'est également prononcé favorablement sur la création d'un observatoire des prix et des marges.

Construction de logements en zone VKP

La SIC a débuté à Voh des travaux qui permettront à terme de proposer 191 logements supplémentaires pour répondre aux besoins importants sur cette commune. Les travaux d'aménagement ont débuté par une première tranche qui représente un investissement de 920 millions F CFP.

L'IEOM désigné comme organisme de notoriété publique

Par arrêté n°2013-583 GNC du 12 mars 2013, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a désigné l'IEOM comme organisme public de notoriété chargé du calcul de la valeur nette actualisée des projets de Vale NC et Koniambo Nickel SAS.

Publications

L'IEOM a publié plusieurs notes expresses :

- la note NE n°89, « L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2012 - Une année moins dynamique dans un contexte d'incertitudes »,
- la note NE n°92, « La structure bilancielle des banques calédoniennes de 2007 à mi-2012 – Un besoin en ressources en forte croissance ».

L'IEOM a également fait paraître une nouvelle publication, les Infos Financières (« Evolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2012 ») qui remplace le Bulletin trimestriel financier et bancaire.

Enfin le tableau de bord trimestriel économique CEROM, de Nouvelle-Calédonie a été rénové.

Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne89_portrait_synthese_2012_nc.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne92_eclairage_structure_bilancielle_banquesnc.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_monetaires_31-12-2012_nc.pdf

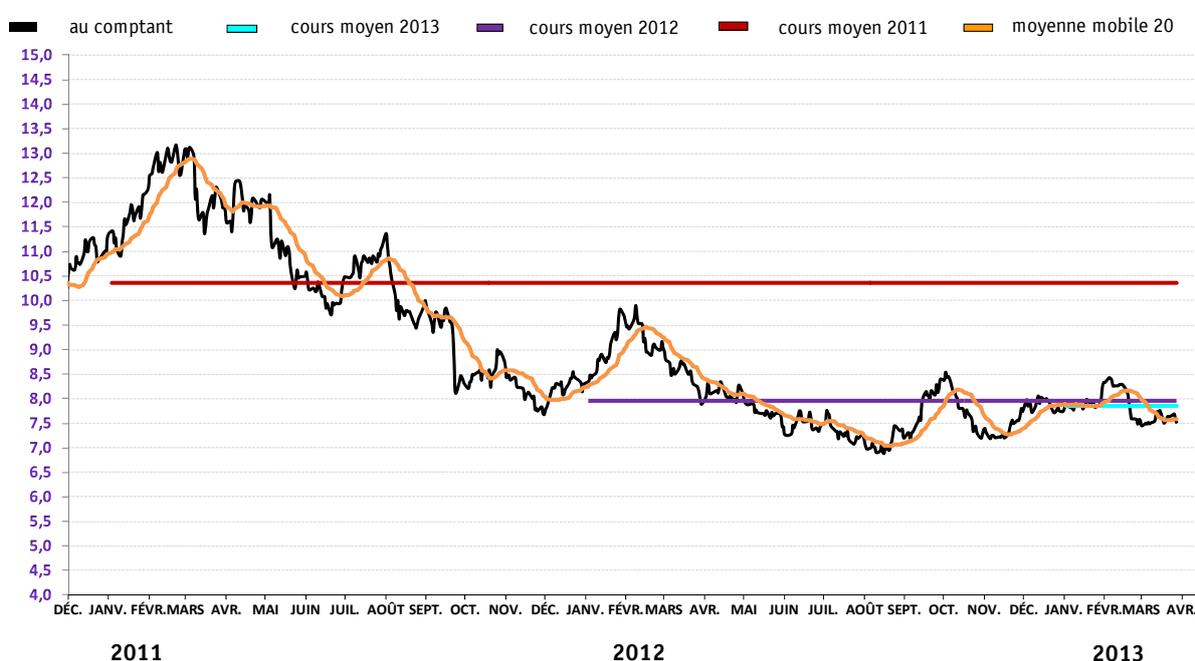
http://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/tdb_cerom_nc_mars_2013.pdf

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-13	104,5	-0,1%	1,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv.-13	6 410	31,5%	-5,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	févr.-13	13 296	37,7%	33,6%
	cumulées	févr.-13	22 950	-	8,3%
Importations	mensuelles	févr.-13	24 067	-5,1%	-9,3%
	cumulées	févr.-13	49 419	-	-7,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-13	7,59	-5,6%	-10,6%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-13	698	-2,8%	-8,9%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-13	417	111,3%	98,2%
	cumulées	févr.-13	615	-	24,1%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-13	5 819	15,8%	8,0%
	cumulées	févr.-13	10 842	-	-6,6%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-13	7 866	-36,1%	-13,7%
	cumulés	janv.-13	7 866	-	-13,7%
• Nuitées	mensuels	déc.-12	55 523	-1,4%	-12,7%
	cumulés	déc.-12	631 769	-	-4,8%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		déc.-12	62%	+2,7 pts	- 1,6 pt
• Croisiéristes	cumulés	déc.-12	277 941	-	17,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	janv.-13	8 131	-12,7%	-23,3%
	cumulées	janv.-13	8 131	-	-23,3%
• Index BT 21 (p)		févr.-13	101,30	0,0%	5,3%
• IRL (p)		févr.-13	118,31	0,3%	3,5%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-13	68	ns	13,3%
	cumulées	févr.-13	68	-	13,3%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-13	105	ns	23,5%
	cumulées	févr.-13	105	-	23,5%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-13	556	8,2%	-11,2%
	cumulées	mars-13	1 658	-	-10,4%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	mars	102,77	104,53	1,7%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	53 453	56 523	5,7%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	47 233	50 614	7,2%
créations d'entreprises	sept*	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	mars	29	16	-44,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	20	18	-10,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	757	822	8,6%
ventes de ciment local (tonnes)	janv	10 581	8 130	-23,2%
importations de ciment (tonnes)	janv	24	1	-97,9%
total ciment (tonnes)	janv	10 605	8 131	-23,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	dec*	30 637	33 795	10,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 614	1 396	-13,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	798	979	22,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	dec*	86 723	85 875	-1,0%
dont secteur privé	dec*	62 696	61 305	-2,2%
dont secteur public	dec*	24 027	24 571	2,3%
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 776	6 410	-5,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv	6 776	6 410	-5,4%
chômeurs indemnisés	févr	1 757	2 065	17,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	6 070	6 738	11,0%
décisions retraits cartes bancaires	mars	911	807	-11,4%
incidents paiements sur chèques	mars	9 594	10 846	13,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	1 851	1 658	-10,4%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 481	2 548	2,7%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	dec*	33 121	35 609	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	dec*	17 653	17 464	-1,1%
Echanges				
nombre de touristes	janv	9 113	7 866	-13,7%
nombre de croisiéristes	dec*	235 684	277 941	17,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	dec*	61,1%	59,1%	-2,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars	8,92	7,85	-12,0%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars	8,48	7,59	-10,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	496	615	24,1%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	févr	2 972	2 687	-9,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	11 611	10 842	-6,6%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	17 365	14 760	-15,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	60	68	13,3%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	85	105	23,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	févr	20 422	17 551	-14,1%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	96,4%	76,5%	-19,9 pt
total des importations (M FCFP)	févr	53 396	49 419	-7,4%
total des exportations (M FCFP)	févr	21 189	22 950	8,3%
taux de couverture	févr	39,68%	46,44%	6,8 pts
recettes douanières (M FCFP)	févr	7 780	3 842	-50,6%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	févr	234 907	248 606	5,8%
M1	févr	249 789	264 577	5,9%
M2	févr	350 558	371 311	5,9%
Dépôts à termes	févr	179 039	222 520	24,3%
M3	févr	529 692	593 872	12,1%
P1	févr	3 968	3 792	-4,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64%	4,68%	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79%	7,65%	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	dec*	907 589	955 835	5,3%
Ménages	dec*	390 944	403 923	3,3%
dont crédits à la consommation	dec*	71 926	73 806	2,6%
dont crédits à l'habitat	dec*	313 576	323 730	3,2%
Entreprises	dec*	426 094	456 762	7,2%
dont crédits d'exploitation	dec*	76 469	84 621	10,7%
dont crédits d'investissement	dec*	227 190	243 403	7,1%
dont crédits à la construction	dec*	109 372	113 487	3,8%
Collectivités locales	dec*	56 975	60 060	5,4%
dont d'investissement	dec*	51 644	58 135	12,6%
Autres agents de CCB non ventilés	dec*	15 438	16 069	4,1%
créances douteuses brutes	dec*	18 138	19 022	4,9%
taux de créances douteuses brutes	dec*	2,0%	2,0%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	dec*	641 607	708 874	10,5%
Ménages	dec*	345 765	358 988	3,8%
Sociétés	dec*	208 888	247 280	18,4%
Autres agents	dec*	86 954	102 606	18,0%
dont assurances-vie	dec*	99 990	103 122	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

2 – Actualité régionale

Alliance Qantas - Émirates

Les compagnies aériennes Qantas Airways et Émirates Airlines ont officialisé leur alliance en faisant symboliquement voler deux avions A380 côte à côte, au-dessus de Sydney, en Australie. Selon le Président de la compagnie australienne en difficulté financière, Alan Joyce, ce nouveau partenariat commercial porteur d'espoir représente pour Qantas un des plus gros contrats de son histoire. Qantas a enregistré une perte nette annuelle de 244 millions de dollars australiens sur l'exercice 2011/12 (première perte annuelle depuis sa privatisation en 1995). Le nouvel accord permet à Qantas d'organiser ses vols sur l'Europe via le hub de Dubaï alors qu'antérieurement ils transitaient par Singapour.

Mise en circulation des nouveaux billets à Fidji

Dans le cadre du lancement de la nouvelle gamme de billets annoncée en décembre 2012, la première coupure (billet de cinq dollars fidjien) a été mise en circulation le mardi 2 avril. La banque de réserve des îles Fidji a dévoilé la nouvelle série de billets et de pièces mi-décembre 2012. Celle-ci porte les signes emblématiques de la flore et de la faune nationale ou encore des symboles identitaires nationaux.

Accord de financement entre l'Australie et la CPS

L'Australie, membre fondateur du Secrétariat Général de la Communauté du Pacifique (CPS), vient de signer un nouvel accord de financement pour le développement durable dans les 22 pays et territoires insulaires membres de la CPS. L'enveloppe, d'un montant total de 18 millions de dollars australiens est principalement destinée au soutien technique, à la formation et à la recherche (13,5 millions de dollars). 2,5 millions de dollars sont alloués aux domaines des transports et de l'énergie ; le solde étant consacré à la mise en œuvre des recommandations d'un audit réalisé en 2012 préconisant une réforme interne à la CPS.

3 – Brèves locales

Législatives partielles à Wallis et Futuna

Au second tour des législatives partielles, le candidat Napole Polutele non inscrit mais soutenu par la droite (UMP), a été élu (37,51 % des voix) face à Mikaele Kulimoetoke, le candidat socialiste (32,27%) et Tatau Laurianne Vergé (30,22 %), du Parti socialiste républicain et citoyen. Agé de 47 ans, Napole Polutele, professeur d'histoire-géographie entame son premier mandat politique. Il succède à M. Albert Likuvalu (2007-2012) et devient le cinquième député de Wallis-et-Futuna depuis la création d'une circonscription législative.

Nouvelle majorité à l'Assemblée territoriale

Le lundi 1^{er} avril, une semaine après les élections partielles du 24 mars, les élus du Territoire se sont réunis pour procéder à la désignation du Président, du bureau et des commissions de l'Assemblée territoriale. Mme Nivaleta Iloai du parti socialiste (USPWF) a été élue au poste de Présidente. Doyenne de l'institution, Nivaleta Iloai est la première femme à présider l'Assemblée territoriale.

Le bureau issu du renouvellement du 1^{er} avril 2013 est constitué comme suit :

- Présidente : Nivaleta Iloai (USPWF)
- Vice-président : David Vergé (non-inscrit divers gauche)
- 1^{er} secrétaire : Vetelino Nau (USPWF, Alo, Futuna)
- 2^e secrétaire : Eselone Ikai (non-inscrit divers gauche)

L'état de catastrophe naturelle reconnu

Le 18 mars, le Ministère de l'intérieur a reconnu l'état de catastrophe naturelle comme suite aux dommages causés par le passage du cyclone Evan du 15 au 16 décembre 2012. Deux circonscriptions sont visées par cette disposition : la circonscription d'Uvéa et celle d'Alo. Cet arrêté ouvre droit à la garantie des assurés contre les effets de catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet de contrats visés au code des assurances.

Prise de fonction du nouveau Préfet

Le nouveau Préfet, Administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna, Michel Aubouin, est arrivé sur le Territoire le mercredi 3 avril. Il a pris ses fonctions le jour même, après la cérémonie coutumière du kava, devant le palais royal et la présentation des corps constitués dans la cour d'honneur de l'Administration Supérieure à Havelu.

Nommé en Conseil des ministres le 27 février, Michel Aubouin succède à Michel Jeanjean, qui a quitté le Territoire le 30 mars dernier.

Publications

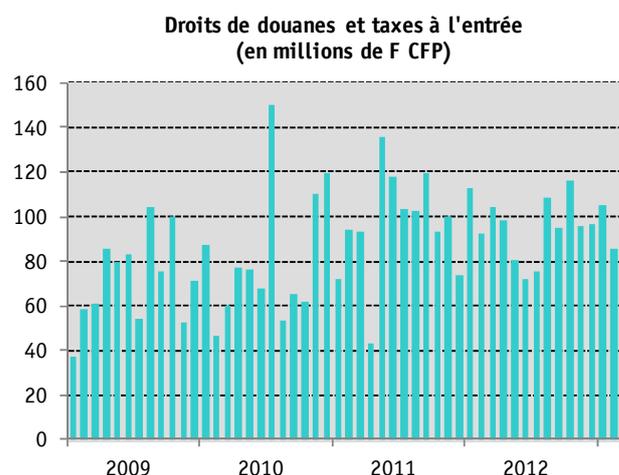
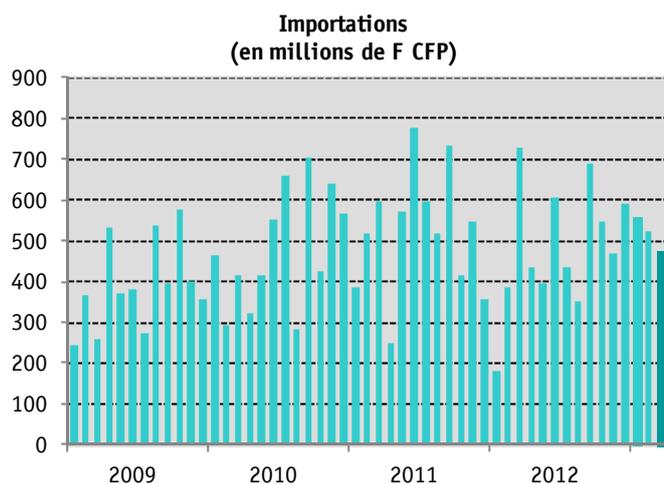
L'IEOM vient de publier une note trimestrielle sur les « Évolutions bancaires et monétaires de Wallis-et-Futuna au 31 décembre 2012 », qui s'insère dans la nouvelle collection de publications de l'IEOM, intitulée « Infos financières ». Celle-ci est téléchargeable sur le lien :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolutions_monetaires_31-12-2012_wf.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		4T 12	114,62	-	4,7%
SMIG mensuel en XPF		mars-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-12	1 953	-	-4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-13	475	-9,4%	-34,7%
	cumulées	mars-13	1 555	-	20,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-13	144	68,2%	38,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-13	335	-	8,3%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-13	102	-	-13,9%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-12	1 406	-13,9%	-13,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mars-13	597	7,4%	-13,8%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mars-13	156	13,1%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-13	2 411	-21,3%	-18,0%
	cumulé	janv-13	2 411	-	-18,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-13	952	-29,0%	-27,3%
	cumulé	janv-13	952	-	-27,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-13	3	-40,0%	0,0%
	cumulées	mars-13	12	-	20,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-13	25	19,0%	4,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

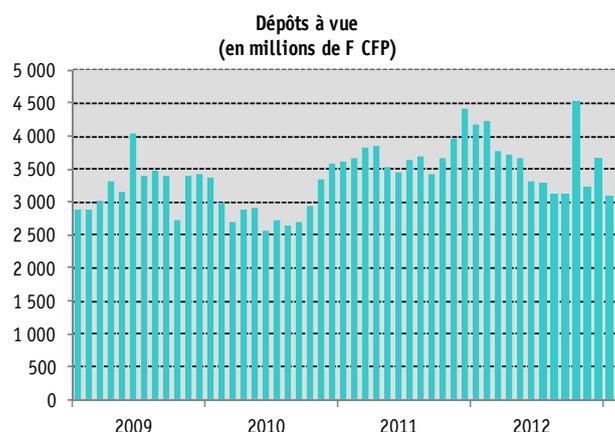
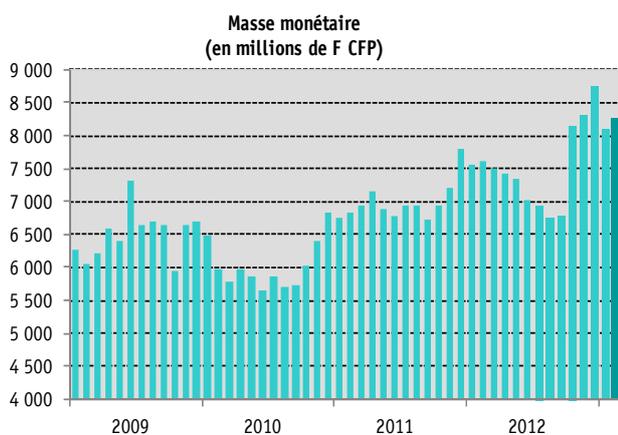


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 096	2 099	2 115	0,7%	0,9%
Dépôts à vue	4 241	3 105	3 270	5,3%	-22,9%
Total M1	6 337	5 204	5 385	3,5%	-15,0%
M2-M1	572	541	543	0,2%	-5,1%
Total M3	7 611	8 096	8 261	2,0%	8,5%

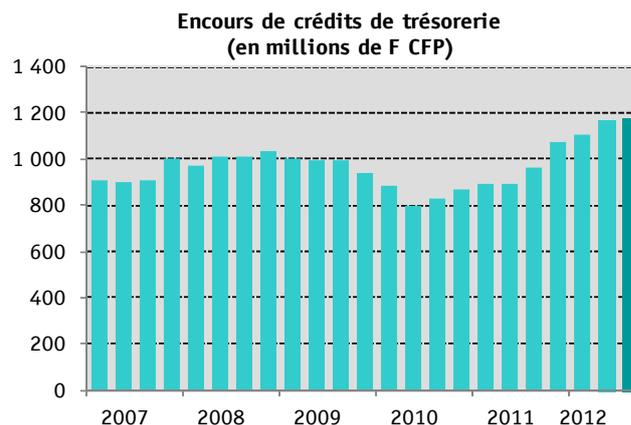
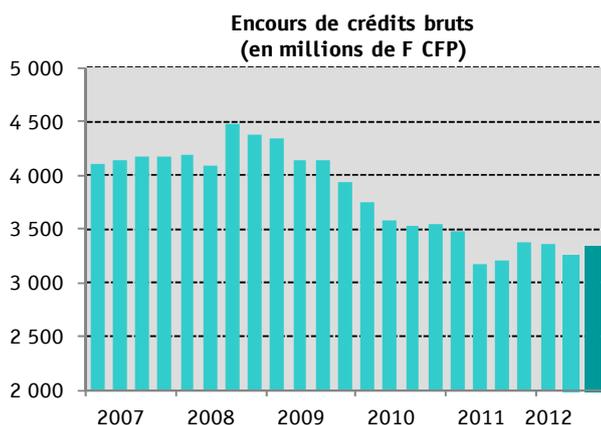


Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement*

en millions de F CFP	déc-10	déc-11	déc-12	▲/an
Crédits de trésorerie	872	1 075	1 168	8,7%
Crédits à l'équipement	1 249	1 116	2 366	112,1%
Crédits à l'habitat	363	422	498	18,1%
Autres crédits	268	221	338	52,5%
Total encours sain	2 751	2 833	4 370	54,2%
Créances douteuses brutes	792	547	492	-10,1%
Total encours brut	3 544	3 380	4 861	43,8%

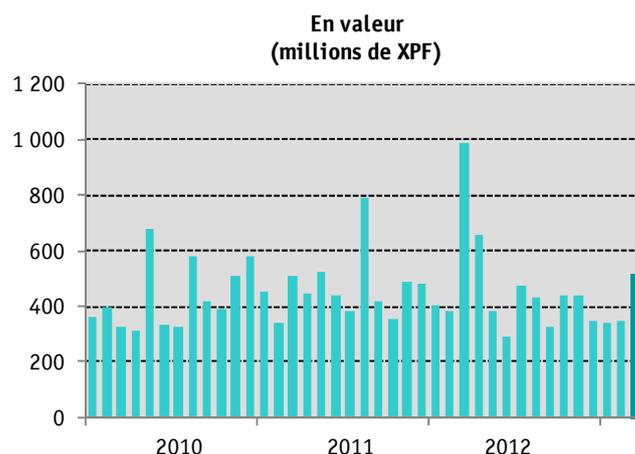
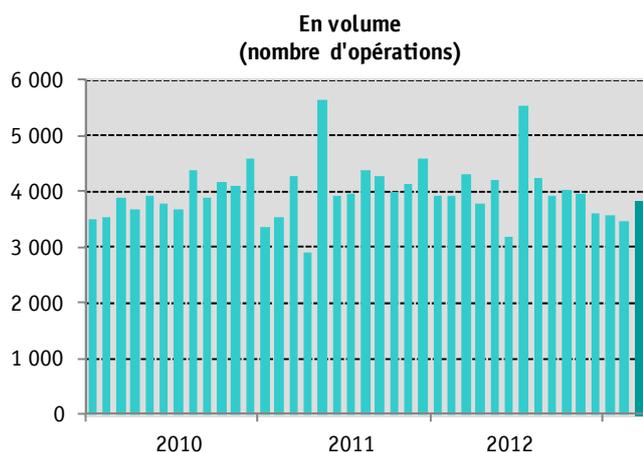
*Intégration des concours (1,09 milliards de F CFP) d'un établissement qui n'était pas repris antérieurement.



Compensation

Hausse des opérations de compensation sur le mois

	mars-12	févr-13	mars-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 298	3 461	3 820	10 841	10,4%	-11,1%
Compensation (en millions de CFP)	987	349	518	1 207	48,4%	-47,5%



Incidents bancaires

Augmentation des incidents de paiement par chèque à mars

en nombre	mars-12	févr-13	mars-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	65	44	54	165	22,7%	-17%
Retraits de cartes bancaires	0	2	0	8	-100,0%	-

Interdits bancaires

en nombre	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	412	389	393	1,0%	-4,6%
- dont personnes physiques	399	378	382	1,1%	-4,3%
- dont personnes morales	13	11	11	0,0%	-15,4%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	35	43	45	4,7%	28,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	15	17	13,3%	112,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	108,55	114,40	-	5,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	10	13	11	-15,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	266	139	281	102,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	12	4	19	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	6	3	14	366,7%
Ménages					
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	-	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768	-	-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185	-	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	393	399	382	-4,3%
décision retrait cartes bancaires	mars	2	0	0	-
incidents paiements sur chèques	mars	108	65	54	-16,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	404	281	404	44,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	210	200	204	2,1%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	76	38	85	124,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	4	21	11	-47,6%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	mars	1 499	1 295	1 555	20,0%
exportations	mars	-	-	-	-
recettes douanières	mars	238	286	253	-11,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	166	205	191	-6,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	69	78	61	-22,3%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	février	3 668	4 241	3 270	-22,9%
M1	février	5 729	6 337	5 385	-15,0%
M2	février	6 296	6 909	5 928	-14,2%
Dépôts à terme	février	526	702	2 334	232,2%
M3	février	6 823	7 611	8 261	8,5%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondus					
Ménages	décembre	1 357	1 561	-	15,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 073	1 191	-	11,0%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	283	370	-	30,6%
Entreprises	décembre	1 558	2 513	-	61,3%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	88	78	-	-12,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	1 264	2 126	-	68,2%
Collectivités locales	décembre	273	240	-	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	67	42	-	-37,9%
créances douteuses brutes	décembre	547	484	-	-11,6%
taux de créances douteuses	décembre	14,4%	10,0%	-	-4,4 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	3 040	3 076	-	1,2%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	946	963	-	1,9%
Sociétés	décembre	2 289	2 075	-	-9,3%
Autres agents	décembre	3 585	3 627	-	1,2%

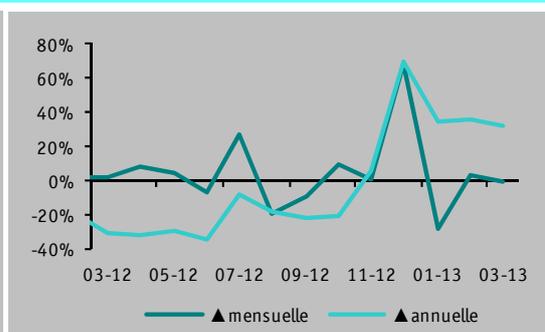
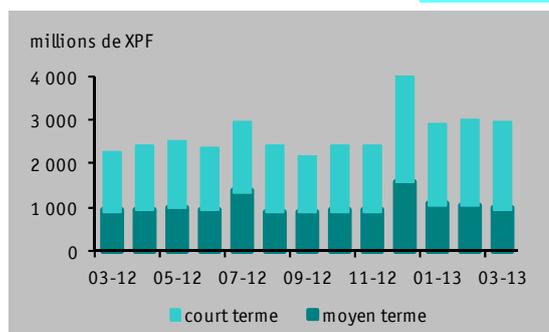
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Baisse du refinancement à moyen terme sur le mois

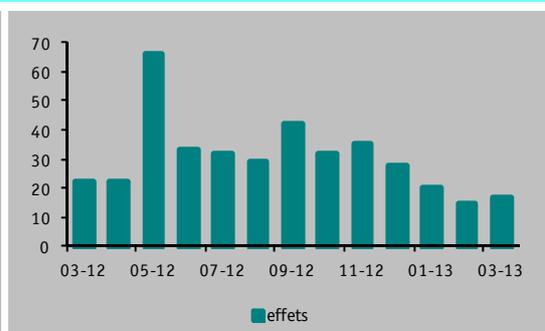
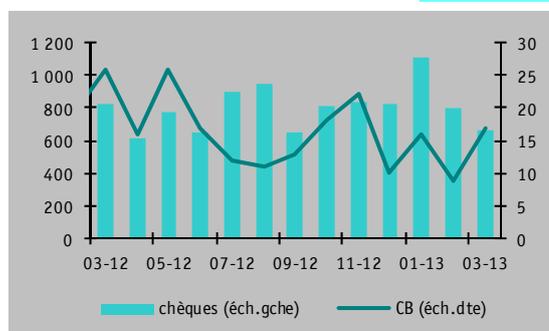
en millions de F CFP	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 365	1 975	2 034	3,0%	49,0%
Utilisations à moyen terme	896	1 030	943	-8,4%	5,3%
Refinancement total	2 261	3 005	2 977	-0,9%	31,7%



Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement sur chèques en mars

en nombre	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	872	826	697	-15,6%	-20,1%
- sur chèques	824	802	663	-17,3%	-19,5%
- sur effets	22	15	17	13,3%	-22,7%
- retraits de cartes bancaires	26	9	17	88,9%	-34,6%



Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires en mars

en nombre	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 611	3 506	3 435	-2,0%	-4,9%
- dont personnes physiques	3 153	3 033	2 967	-2,2%	-5,9%
- dont personnes morales	458	473	468	-1,1%	2,2%

Cotation

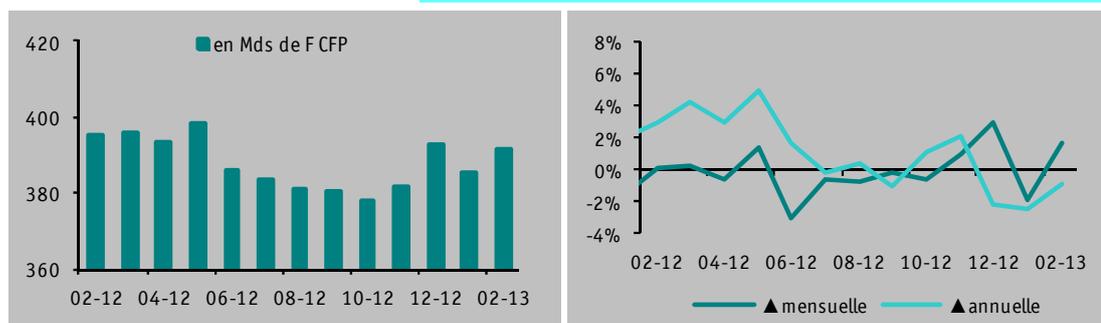
Stabilisation du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	mars-12	févr-13	mars-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 314	7 848	7 867	0,2%	7,6%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 258	1 389	1 393	0,3%	10,7%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 610	1 847	1 843	-0,2%	14,5%

Masse monétaire

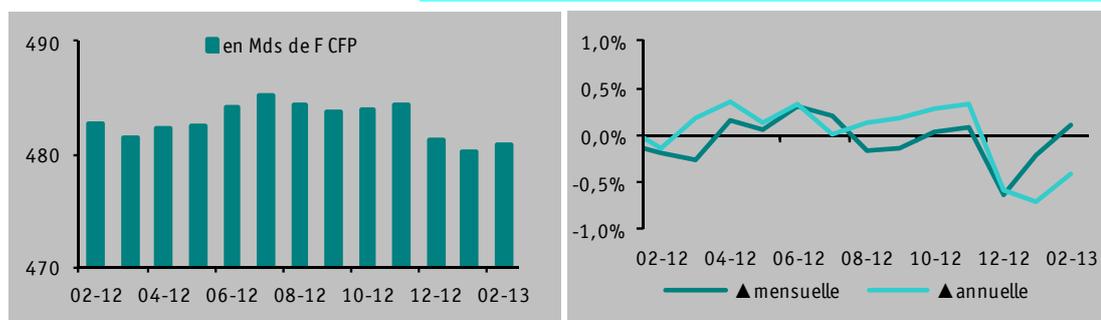
Hausse de M3 sur le mois, mais repli sur l'année

en millions de F CFP	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 735	14 733	14 729	0,0%	0,0%
Dépôts à vue	151 176	148 702	155 545	4,6%	2,9%
Comptes sur livrets	100 171	100 117	98 900	-1,2%	-1,3%
Comptes d'épargne logement	323	370	372	0,7%	15,2%
Dépôts à terme	125 216	119 197	119 926	0,6%	-4,2%
Autres	3 449	2 050	2 047	-0,2%	-40,7%
Total M3	395 070	385 169	391 520	1,6%	-0,9%

Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global des crédits en février 2013

en millions de F CFP	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	127 199	124 120	123 294	-0,7%	-3,1%
Crédits d'équipement	65 323	67 800	67 583	-0,3%	3,5%
Crédits à l'habitat	161 685	163 977	164 172	0,1%	1,5%
Autres crédits	70 432	66 881	65 998	-1,3%	-6,3%
Créances dout. brutes	58 079	57 500	59 740	3,9%	2,9%
Total CCB	482 718	480 277	480 786	0,1%	-0,4%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Budget 2013 du FIP voté fin février

Le comité des finances locales, composé de représentants de l'Etat, du Pays et des communes, a voté le budget 2013 du FIP (Fonds intercommunal de péréquation). Pour le Pays, seule la quote-part votée par l'Assemblée de Polynésie française a été budgétée, soit 12 milliards de F CFP, dans l'attente de la décision du Conseil d'Etat sur le mode de calcul de la part à verser. De son côté, l'Etat financera au travers d'une subvention d'un milliard de F CFP et d'une dotation territoriale d'un milliard de F CFP destinée à l'investissement des communes.

Mesures de soutien à la filière porcine

Le 25 mars 2013, le Conseil des ministres a acté la suppression de la taxe de développement local (TDL) sur les aliments importés pour les porcs. D'un coût estimé à 21 millions de F CFP dans le budget du pays, cet allègement fiscal permettra aux éleveurs d'améliorer leur marge de 25 F CFP par kilo de viande. En outre, le gouvernement a revalorisé de 5 % les prix de la viande de porc à tous les stades de commercialisation, soit un impact de 29 F CFP par kilo sur le prix moyen des carcasses.

Perliculture

Première vente aux enchères de l'année 2013

La première vente aux enchères de l'année 2013, organisée au mois de mars par le GIE Poe o Rikitea, s'est conclue par des recettes de 247 millions de F CFP, nettement au-delà des prévisions (200 millions de F CFP). 80 % des perles proposées à la vente ont été cédées, soit 249 000 sur 312 000, avec un prix moyen au gramme de 1 355 F CFP. Les Japonais ont été les principaux acheteurs, malgré la faiblesse du yen vis-à-vis du franc Pacifique.

Développement durable

Signature de la convention de financement du 10^{ème} FED pour les PTOM

Le ministre des Ressources marines, Temauri FOSTER, a signé une convention de financement du 10^{ème} FED pour les pays et territoires d'Outre-mer (PTOM) du Pacifique. D'un montant de 1,4 milliard de F CFP, à répartir entre la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et Pitcairn, cette convention consiste en un programme de développement durable destiné à promouvoir la gestion intégrée des milieux insulaires littoraux et contribuer à la valorisation des ressources naturelles des PTOM. Pour la Polynésie française, trois sites ont été sélectionnés pour la mise en œuvre de la gestion intégrée : la baie d'Opunohu, la presqu'île de Tahiti et Rapa.

Secteur bancaire

Octroi d'un prêt de 954 millions de F CFP par la BEI à la Banque de Tahiti

La BEI (Banque européenne d'investissement) et la Banque de Tahiti ont signé, le 22 mars, un contrat de refinancement. Ce partenariat a permis ainsi à la Banque de Tahiti d'obtenir un prêt de 954 millions de F CFP qui servira à soutenir les projets des PME et ainsi redynamiser l'emploi en Polynésie française.

BTP

Un nouveau bâtiment pour le collège de Taaone

En juillet démarreront les travaux du nouveau collège de Taaone (Papeete), financés par l'Etat à hauteur de 140 millions de F CFP. De son côté, le Pays prend en charge les frais liés aux études (15 millions de F CFP). D'une superficie de 942 m², le nouveau bâtiment devrait être livré pour la rentrée scolaire de 2014.

Agriculture

A la recherche de nouveaux projets pour redynamiser la filière cocotier

Afin de redynamiser la filière cocotier, le ministre du développement des archipels et des transports insulaires a lancé un appel à candidature, entre le 25 mars et le 6 mai 2013, à toute personne porteuse d'un projet innovant axé prioritairement sur l'énergie, les éco-matériaux ou l'alimentation humaine et animale. A ce titre, il a réservé une enveloppe de 100 millions de F CFP pour l'investissement et 25 millions de F CFP pour le fonctionnement. Une convention a été signée avec le pôle d'innovation « Tahiti Fa'ahotu » qui sera chargé d'examiner la recevabilité des dossiers.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : transport aérien

Alliance Qantas Emirates

Le 27 mars 2013, les autorités australiennes de la concurrence ont donné leur accord au projet d'alliance commerciale et opérationnelle entre les compagnies aériennes Qantas et Emirates. Approuvé pour une durée de cinq ans, ce dispositif permet aux deux compagnies de faire concorder leurs stratégies tarifaires et leur programmation de vols. Qantas clôt ainsi un partenariat de vingt ans avec British Airways sur la ligne Londres-Australie.

Grâce à cet accord avec Emirates, Qantas espère améliorer sa situation financière, compromise par la hausse de ses coûts (hausse du prix du carburant, évolution aléatoire du dollar australien) et la crise en Europe, qui mine sa rentabilité sur la destination. Sur l'exercice 2011/12, la compagnie australienne a enregistré sa première perte depuis sa privatisation en 1995.

Nouvelle-Zélande : croissance économique

PIB en hausse de 1,5 % au quatrième trimestre 2012

Au dernier trimestre 2012, le PIB néo-zélandais s'inscrit en progression de 1,5 % (+0,2 % au troisième trimestre). La croissance repose sur l'ensemble des secteurs, hormis le secteur manufacturier (-0,5 %). Elle est également soutenue par la consommation des ménages (+1,6 %) et la formation brute de capital fixe (+2,2 %).

Sur l'année 2012, la croissance est de 2,5 %, meilleure performance enregistrée depuis la récession de 2008 en Nouvelle-Zélande. Dynamisée par le secteur primaire (+9,4 %), elle pourrait cependant être compromise en 2013 par la sécheresse qui sévit dans l'île du nord et affecte le secteur laitier, principal contributeur aux exportations du pays.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-13	105,6	107,4	107,6	0,2%	2,0%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	févr-13	117,4	114,9	115,5	0,5%	-1,6%	
Commerce extérieur							
	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	févr-13	995	863	1 038	20,3%	4,4%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	févr-13	12 573	13 768	12 074	-12,3%	-4,0%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	févr-13	1 726	1 846	2 418	31,0%	40,1%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	févr-13	61	99	50	-49,2%	-16,9%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv-13	94	87	125	43,7%	33,0%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars-13	458	473	468	-1,1%	2,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	févr-13	1 845	1 800	1 685	-6,4%	-8,7%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	févr-13	3 173	2 730	3 049	11,7%	-3,9%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	janv-13	222	164	211	28,7%	-5,0%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	mars-13	3 153	3 033	2 967	-2,2%	-5,9%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	févr-13	571	499	598	19,9%	4,7%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	févr-13	77	71	72	1,1%	-6,4%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	févr-13	95	44	39	-13,0%	-59,1%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	févr-13	175	178	174	-2,2%	-0,3%	
Industrie							
Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	févr-13	6	1	16	ns	ns	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	févr-13	70	41	33	-19,7%	-53,6%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	févr-13	40	12	20	57,8%	-51,0%	
Tourisme							
Nombre de touristes	janv-13	10 238	15 262	11 174	-26,8%	9,1%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mars-13	50,6%	57,4%	61,1%	3,7 pts	10,6 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages							
	<i>Dépôts à vue</i>	févr-13	58 006	56 238	57 414	2,1%	-1,0%
	<i>Comptes sur livret</i>	févr-13	94 385	94 520	93 348	-1,2%	-1,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	févr-13	60 752	62 397	64 500	3,4%	6,2%
Entreprises							
	<i>Dépôts à vue</i>	févr-13	73 755	70 645	76 584	8,4%	3,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	févr-13	40 470	45 481	44 239	-2,7%	9,3%
Encours bancaires							
Ménages							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	févr-13	78 393	77 649	77 140	-0,7%	-1,6%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	févr-13	140 172	143 355	143 483	0,1%	2,4%
Entreprises							
	<i>Crédits de trésorerie</i>	févr-13	46 845	42 196	41 677	-1,2%	-11,0%
	<i>Crédits d'équipement</i>	févr-13	55 765	58 559	58 360	-0,3%	4,7%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	aux crédits pour accès au réescompte
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SGGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE			
taux d'intérêt en fin de mois			
	31/03/2013	28/02/2013	Var. M-1
EONIA	0,1120%	0,0660%	+ 0,046 pt
EURIBOR 1 mois	0,1170%	0,1180%	- 0,001 pt
EURIBOR 3 mois	0,2110%	0,2090%	+ 0,002 pt
EURIBOR 6 mois	0,3350%	0,3340%	+ 0,001 pt
EURIBOR 12 mois	0,5470%	0,5570%	- 0,010 pt

taux de base bancaire		
	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		
	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			
	31/03/2013	28/02/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0702%	0,0683%	+ 0,002 pt
EURIBOR 1 mois	0,1180%	0,1200%	- 0,002 pt
EURIBOR 3 mois	0,2070%	0,2240%	- 0,017 pt
EURIBOR 6 mois	0,3300%	0,3630%	- 0,033 pt
EURIBOR 12 mois	0,5460%	0,5960%	- 0,050 pt
TMO	2,3100%	2,4900%	- 0,180 pt
TME	2,1100%	2,2900%	- 0,180 pt
TRBOSP	2,2700%	2,5000%	- 0,230 pt

Définitions	
EONIA:	Euro OverNight Index Average
TEMPE:	moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR:	EUR. InterBank Offered Rate
TMO:	taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME:	taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP:	taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
	31/03/2013	28/02/2013	31/01/2013	31/03/2013	28/02/2013	31/01/2013	31/03/2013	28/02/2013	31/01/2013
taux JJ	0,180%	0,150%	0,190%	0,096%	0,094%	0,086%	0,600%	0,460%	0,470%
3 mois	0,430%	0,420%	0,370%	0,161%	0,161%	0,167%	0,610%	0,600%	0,555%
10 ans emprunts phares	1,870%	1,890%	2,010%	0,520%	0,670%	0,760%	1,770%	1,970%	2,110%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2013)			
<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux fixe	5,43%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,29%
Prêts-relais	5,55%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,03%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,29%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	16,25%		
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,48%		
		Découverts en compte (1)	13,37%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	93,1915	1 NZD/XPF	77,9538	1 HKD/XPF	12,0028	1 GBP/XPF	141,1208	
100 JPY/XPF	98,7273	1 AUD/XPF	96,9546	1 SGD/XPF	73,4937	100 VUV/XPF	99,6556	1 FJD/XPF	52,4166